

CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DE METZ

REGISTRE DES DELIBERATIONS

Séance du 30 juin 2011

DCM N° 11-06-30- 01

Objet : Compte Administratif 2010.

Rapporteur : M. TOULOUZE, Conseiller Délégué

Le Compte Administratif 2010 représente un excédent global de clôture de 26 912 200,10 €
qui se décompose comme suit :

- un excédent pour le Budget Principal de	18 599 238,02 €
- un excédent pour le Budget Annexe des Eaux de	5 749 122,56 €
- un excédent pour le Budget Annexe du Camping de	617 885,87 €
- un excédent pour le Budget Annexe des Zones de	1 945 953,65 €

Nous étudierons séparément et successivement :

- le Budget Principal
- le Budget Annexe des Eaux
- le Budget Annexe du Camping
- le Budget Annexe des Zones

COMPTE ADMINISTRATIF 2010

BUDGET PRINCIPAL

Résultat Net

La Ville dégage un résultat net positif **malgré la baisse des recettes versées par l'Etat** :
- 550 000€ de DGF entre 2009 et 2010, - 89 000€ de compensations fiscales, - 3.8M€ de FCTVA après le Plan de Relance.

L'excédent net de l'exercice se monte à **2 992 800 €**, soit 2% du budget de fonctionnement (1,3% en 2009).

Il est obtenu comme suit :

Résultat de fonctionnement de 2009	1 973 100
Recettes – Dépenses de fonctionnement 2010	+11 353 100
= Résultat de fonctionnement	13 326 200
 Résultat d'investissement de 2009	 - 42 697 900
Recettes – Dépenses d'investissement 2010	+ 47 971 000
= Résultat d'investissement	5 273 100
 = Excédent brut	 = 18 599 300
Restes à réalisés investissement reportés en 2011	-15 606 500
 = Excédent net	 2 992 800

Principaux Indicateurs

Le taux de réalisation des dépenses réelles de fonctionnement est élevé et en progression continue : 96.8% sur le budget total voté. Il était de 95.0% en 2009, 93.7% en 2008.

Les dépenses de personnel restent maîtrisées : 70.5M€, soit 558€/hab. Cela représente 52.3% des dépenses réelles de fonctionnement et reste inférieur à la moyenne de la strate qui s'établit à 54.7%.

Ce ratio était de 52.7% en 2009, 52.6% en 2008.

L'épargne brute dégagée est de 16M€, grâce à un équilibre entre l'effort sur les dépenses nécessaires et le cadrage des frais d'administration. Elle témoigne de l'importance de l'autofinancement et de la forte capacité à investir.

Le taux d'épargne brute est satisfaisant à 10.7% (EB rapportée aux recettes courantes de fonctionnement). Il représente la part des recettes courantes disponibles pour investir, et doit faire l'objet d'un effort constant.

La Ville se donne ainsi les moyens de préserver l'avenir.

Le taux de réalisation des dépenses réelles d'investissement est en nette progression, à 62.7% (toutes opérations, y compris sous mandat).

Les taux de réalisation antérieurs étaient respectivement de 38.9% en 2006, 39.7% en 2007, 30.5% en 2008 et 58.3% en 2009.

Les dépenses d'équipement brut représentent 470€/hab (hors subventions d'investissement versées), contre seulement 309€/hab pour la strate.

Le délai de désendettement reste extrêmement court : moins de 6 mois (encours de dette rapporté à l'épargne brute). La limite généralement admise de ce ratio est de 15 ans, soit statistiquement la moitié de la durée de vie des équipements.

Les mouvements comptables constatés à la clôture de l'exercice 2010 sont les suivants :

I - Mouvements réels

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	149 205 482,85	155 629 562,05	304 835 044,90
Dépenses	151 368 759,89	134 867 046,99	286 235 806,88
Soldes	-2 163 277,04	20 762 515,06	18 599 238,02

II - Mouvements d'ordre

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	8 810 103,68	1 373 743,11	10 183 846,79
Dépenses	1 373 743,11	8 810 103,68	10 183 846,79
Soldes	7 436 360,57	-7 436 360,57	0,00

III - Total des mouvements budgétaires

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	158 015 586,53	157 003 305,16	315 018 891,69
Dépenses	152 742 503,00	143 677 150,67	296 419 653,67
Soldes	5 273 083,53	13 326 154,49	18 599 238,02

IV - Résultat de l'année 2009

Les résultats antérieurs enregistrés à la clôture de l'exercice 2009 chiffrèrent :

- pour la section d'investissement : -42 697 893,81 €

- pour la section de fonctionnement : 1 973 100,59 €

-40 724 793,22 €

V - Restes à réaliser (reports)

Les reports demandés pour les dépenses engagées et des recettes à réaliser totalisent:

Section d'investissement	Dépenses (Restes à payer)	Recettes (Restes à recouvrer)
024 Produits des cessions d'immobilisations		5 905 668,00 €
13 Subventions d'investissement	258 783,35 €	4 030 701,57 €
16 Emprunts et dettes assimilées	6 403 019,00 €	6 403 019,00 €
20 Immobilisations corporelles	1 139 008,09 €	
204 Subventions d'équipement versées	1 911 933,96 €	
21 Immobilisations incorporelles	4 359 932,40 €	
23 Immobilisations en cours	16 232 279,04 €	
27 Autres immobilisations financières		3 280 000,00 €
4541 Travaux d'office pour cpte de tiers	5 019,98 €	
4542 Travaux d'office pour cpte de tiers		69 097,00 €
458 Opérations d'invnt sous mandat	5 548 661,07 €	2 605 540,93 €
4581 Opérations d'invnt sous mandat	13 174 959,45 €	
4582 Opérations d'invnt sous mandat		11 133 140,05 €
Total	49 033 596,34 €	33 427 166,55 €

VI - Résultat net de l'exercice 2010 (mouvements réels)

Recettes	Investissement	Fonctionnement	Totaux
Mouvements réels 2010	149 205 482,85 €	153 656 461,46 €	302 861 944,31 €
Résultats antérieurs	-	1 973 100,59 €	1 973 100,59 €
Restes à recouvrer	33 427 166,55 €	-	33 427 166,55 €
Total	182 632 649,40 €	155 629 562,05 €	338 262 211,45 €

Dépenses	Investissement	Fonctionnement	Totaux
Mouvements réels 2010	108 670 866,08 €	134 867 046,99 €	243 537 913,07 €
Résultats antérieurs	42 697 893,81 €	-	42 697 893,81 €
Restes à payer	49 033 596,34 €	-	49 033 596,34 €
Total	200 402 356,23 €	134 867 046,99 €	335 269 403,22 €

SOLDES **-17 769 706,83 €** **20 762 515,06 €** **2 992 808,23 €**

VII - Analyse des dépenses par fonction (comparaison 2009/2010)

Les investissements pour **l'enseignement** sont maintenus à **2.3M€** et ceux en **matière culturelle** augmentent de plus d'1.1M€, pour être portés à **3.5M€**.

L'effort est encore plus important pour **le sport et la jeunesse** : les travaux d'amélioration et de réalisation d'équipements se montent à **4.9M€**, soit une augmentation de plus d'1.4M€.

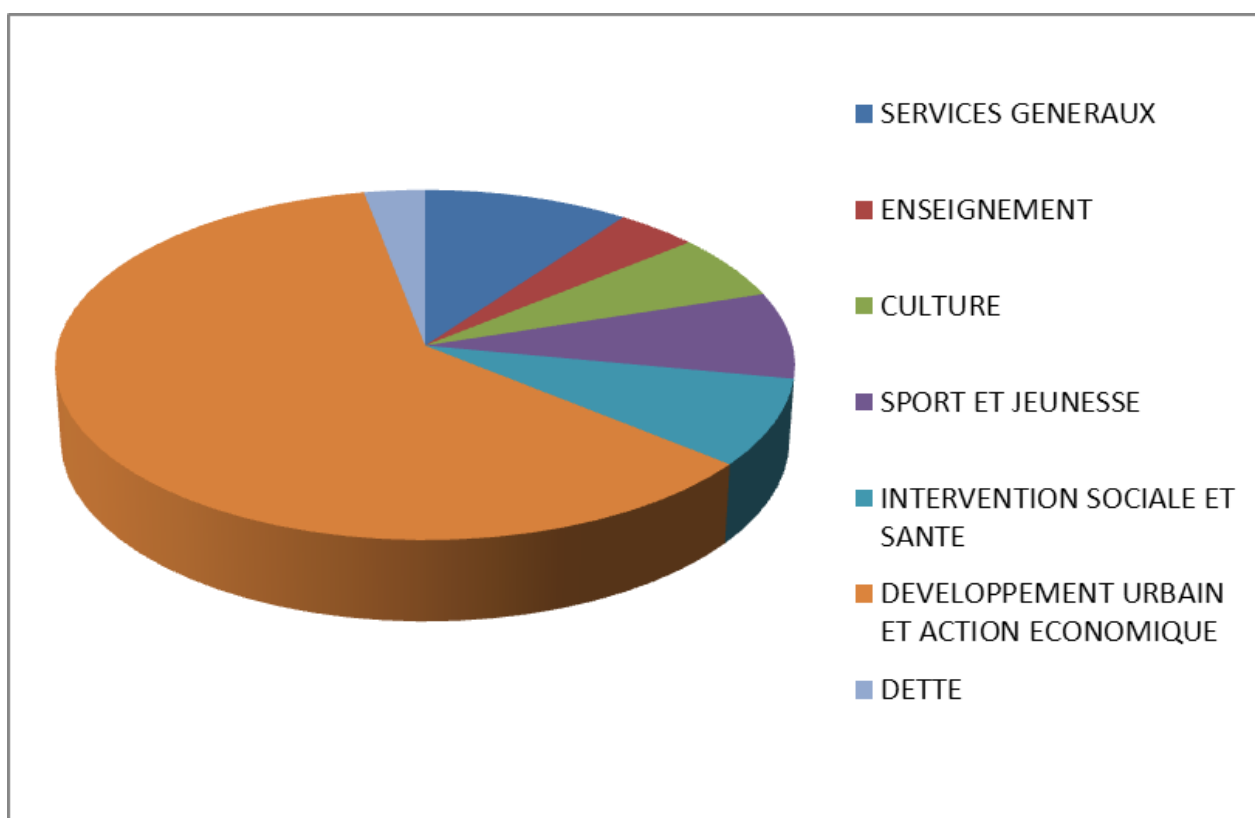
Les dépenses d'équipement pour **l'intervention sociale et la santé** (outre celles réalisées par le CCAS) restent soutenues à **4.4M€** (8.4M€ en 2009, mais comprenant 3M€ de subvention d'équipement à la SAREMM pour le GPV, et la participation de la Ville pour 1M€ à la résidentialisation Maine-Anjou et Normandie).

En matière de fonctionnement, un effort important est consacré à **l'enseignement** pour **13.5M€** (+ 1M€ par rapport à 2009), ainsi qu'au **développement urbain et à l'action économique** pour **30.8M€** (+1.3M€).

Le sport et la jeunesse bénéficient également d'une attention accrue avec **14.2M€** (+500.000€), de même que la **culture** avec **14.5M€** (+800.000€).

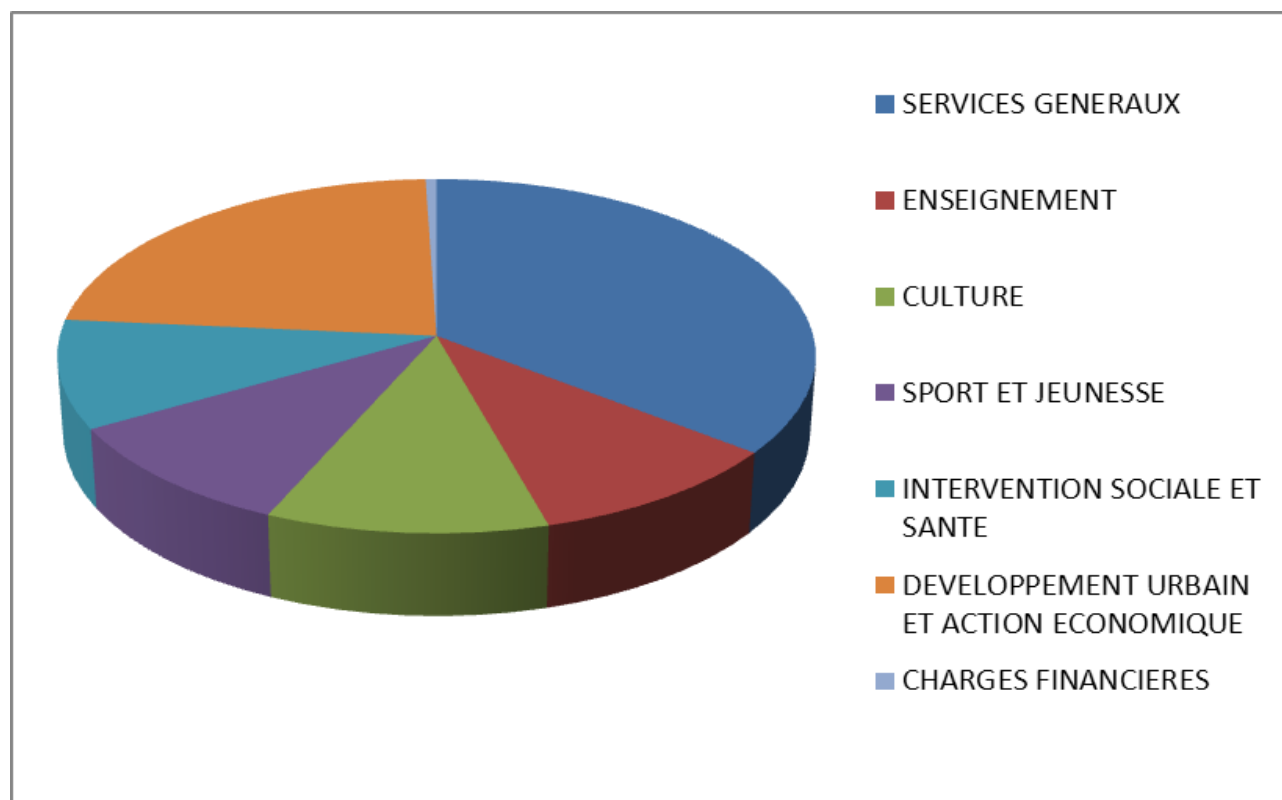
A/Investissement

	2010		variation 2009-2010
SERVICES GENERAUX (hors dette)	5 906 652	10%	1 256 878
ENSEIGNEMENT	2 306 450	4%	-68 560
CULTURE	3 531 620	6%	1 142 744
SPORT ET JEUNESSE	4 878 157	8%	1 401 971
INTERVENTION SOCIALE ET SANTE	4 372 298	8%	-4 102 935
DEVELOPPEMENT URBAIN ET ACTION ECONOMIQUE	35 577 891	61%	-1 367 327
DETTE	1 724 974	3%	-1 625 362
TOTAL	58 298 041	100%	-3 362 591
<i>Opérations sous mandat</i>	20 342 825		-9 252 676
<i>Immobilisations financières (placement budgétaire)</i>	30 030 000		-14 970 000
<i>Dépenses d'ordre</i>	1 373 743		-3 033 808
TOTAL GENERAL	110 044 609		-49 093 689



B/ Fonctionnement

	2010		variation 2009-2010
SERVICES GENERAUX	47 851 296	35%	600 088
ENSEIGNEMENT	13 483 128	10%	1 021 329
CULTURE	14 510 366	11%	856 993
SPORT ET JEUNESSE	14 233 067	10%	568 107
INTERVENTION SOCIALE ET SANTE	13 249 473	10%	-38 831
DEVELOPPEMENT URBAIN ET ACTION ECONOMIQUE	30 842 112	23%	1 324 386
CHARGES FINANCIERES	697 605	1%	-254 806
Dépenses réelles	134 867 047	100%	4 077 267
Dépenses d'ordre	8 810 104		-13 057 821
TOTAL	143 677 151		-8 980 555



VIII - Analyse par nature

Dépenses

Pour l'investissement, les **études et travaux** connaissent une croissance de 2.2M€ et sont portés à **33.4M€**. Par ailleurs, les **acquisitions** de terrains, immeubles et matériel s'élèvent à **18.1M€**, soit 5.3M€ de plus qu'en 2009.

Ainsi, la Ville de Metz se donne les moyens de ses ambitions, en préparant l'avenir.

Pour le fonctionnement, le soutien au tissu associatif a été renforcé avec des dépenses à hauteur de 12.9M€ (+700.000€). Le total des **subventions** versées s'élève à **31M€** (+1.3M€).

En revanche, les **frais de fonctionnement des services** (hors personnel) se maintiennent à **32.6M€** (+1M€, dont 670 000€ correspondent simplement à un changement de section ; passage en fonctionnement des frais d'entretien d'éclairage public à la demande du comptable).

De même, les **frais financiers** (intérêts de la dette) représentent **289 000€**, soit une réduction de plus de 247 000€.

La Ville maîtrise ses dépenses de structure, tout en accroissant ses interventions en direction des Messins.

Recettes

Les recettes d'investissement sont fortement impactées du **mouvement exceptionnel d'inscription budgétaire** (résultat antérieur), **puis de placement** du produit de la vente partielle de l'UEM (45 M€).

Elles subissent également l'effet de la **fin du chantier du Centre Pompidou** (12.3 M€ de moins pour l'opération sous mandat), ainsi que du dispositif récurrent de subventionnement PDAU.

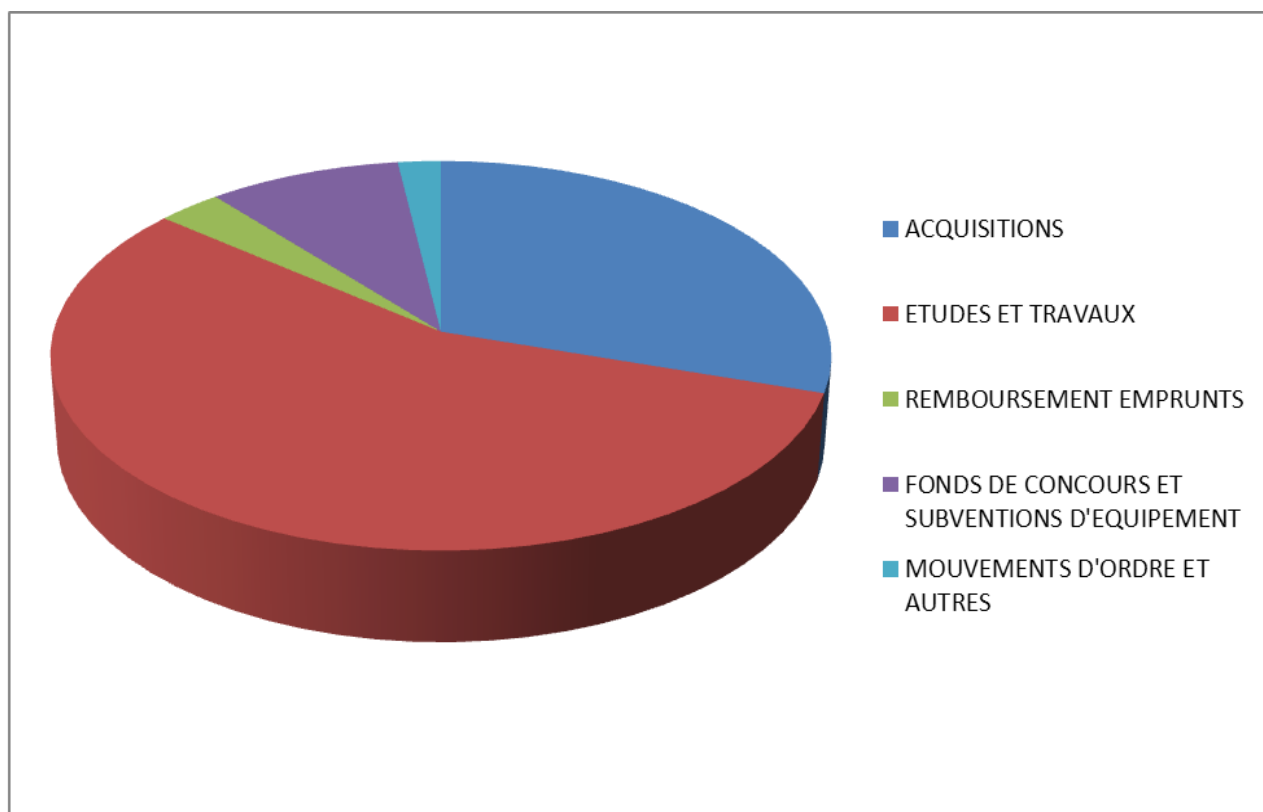
En revanche, malgré le cumul précédent de deux années de **FCTVA**, **cette recette se maintient à un niveau exceptionnel en 2010, avec 9.6 M€**, suite au dépassement des objectifs du Plan de Relance.

Pour le fonctionnement, l'écart sur les produits d'exploitation s'explique par **la vente exceptionnelle de terrains à l'Amphithéâtre en 2009** (11.7 M€, sur 11.9 M€ de variation).

Le produit de la **fiscalité locale augmente par ailleurs de 2.1 M€**, tout autant du fait de la revalorisation des bases, que de l'augmentation des taux.

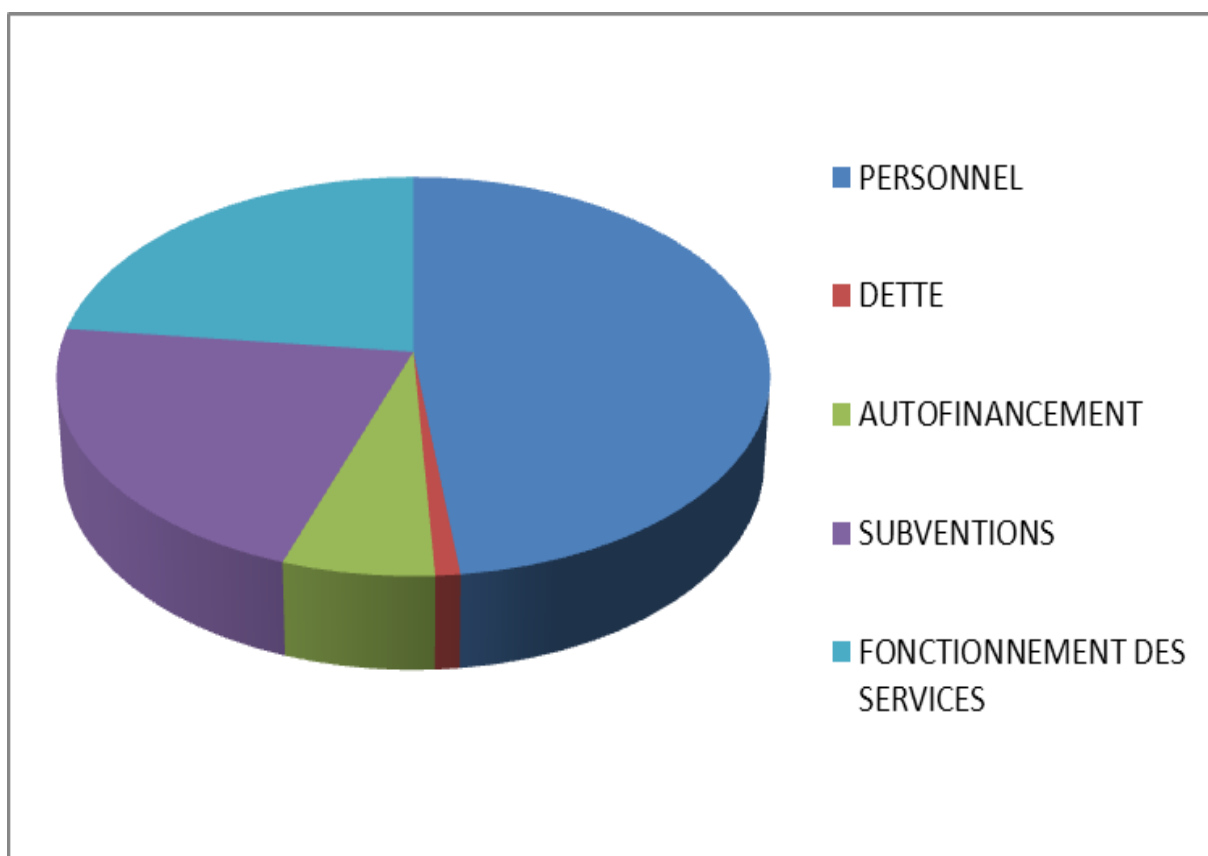
A/ Dépenses d'investissement

	2010		variation 2009-2010
ACQUISITIONS	18 085 655	30%	5 309 692
ETUDES ET TRAVAUX	33 391 517	56%	2 176 837
REMBOURSEMENT EMPRUNTS	1 728 384	3%	-1 621 952
FONDS DE CONCOURS ET SUBVENTIONS D'EQUIPEMENT	5 035 926	9%	-2 175 177
MOUVEMENTS D'ORDRE ET AUTRES	1 430 303	2%	-10 085 799
TOTAL	59 671 785	100%	-6 396 399
<i>Opérations sous mandat</i>	20 342 825		-9 252 676
<i>Immobilisations financières (placement budgétaire)</i>	30 030 000		-14 970 000
<i>Emprises foncières ZAC Amphithéâtre</i>			-18 474 613
TOTAL GENERAL	110 044 609		-49 093 689



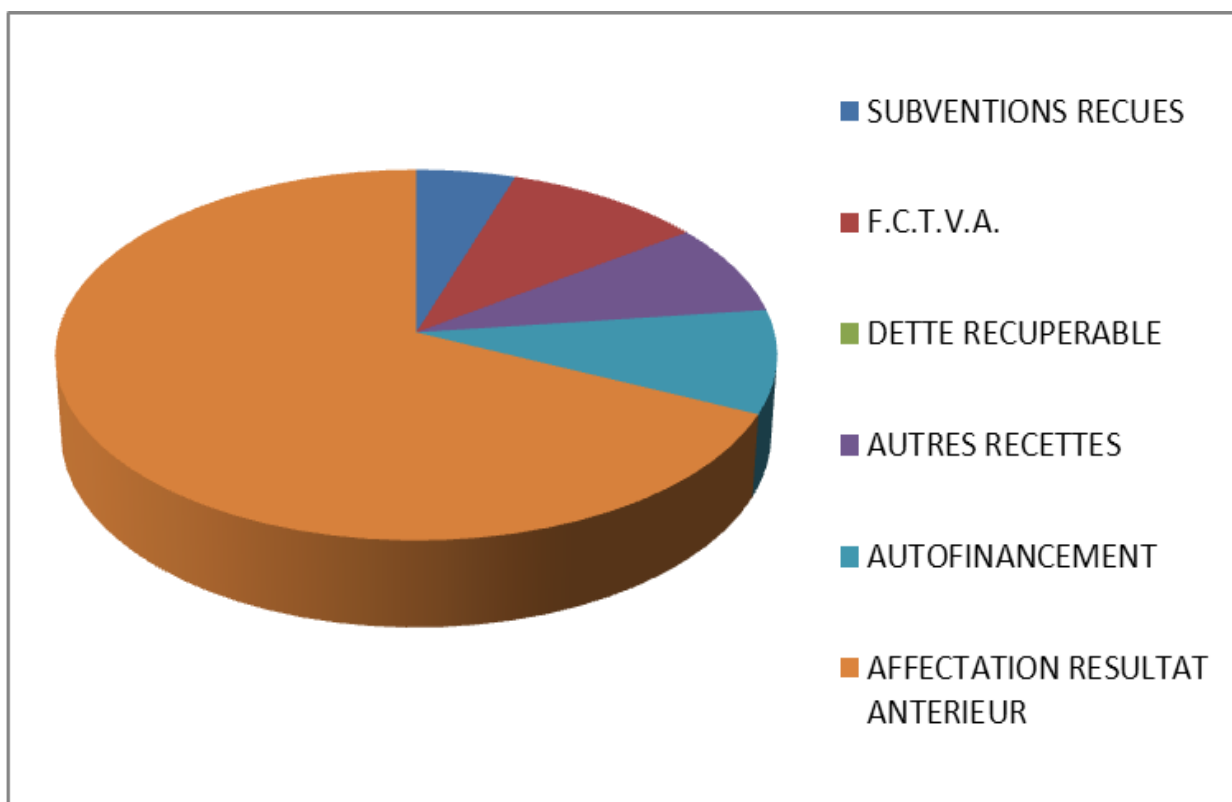
B/ Dépenses de fonctionnement

	2010		variation 2009-2010
PERSONNEL	70 512 486	48%	1 552 000
DETTE	288 789	1%	-247 572
AUTOFINANCEMENT	8 810 104	6%	-13 057 821
SUBVENTIONS	30 973 241	22%	1 312 328
FONCTIONNEMENT DES SERVICES	33 092 531	23%	1 460 511
TOTAL	143 677 151	100%	-8 980 555



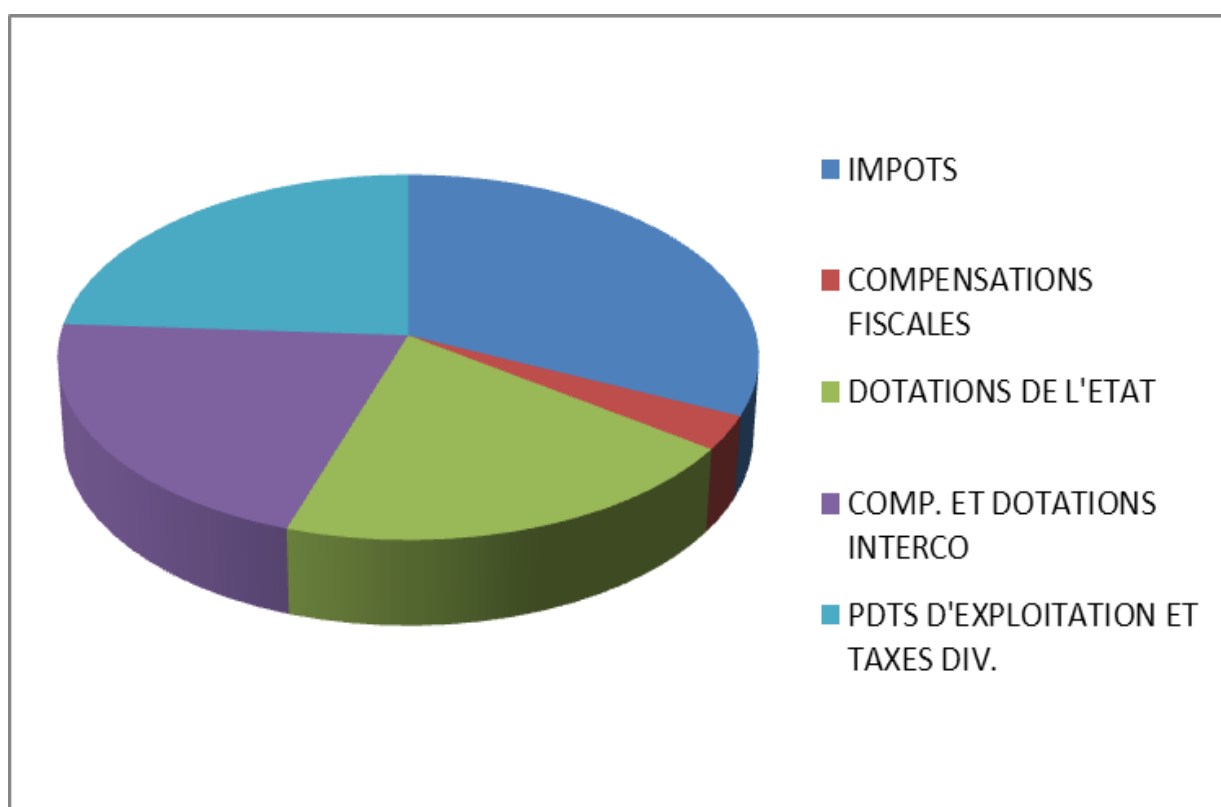
C/ Recettes d'investissement

	2010		variation 2009-2010
RECETTES D'EMPRUNTS	0	0%	0
SUBVENTIONS RECUES	4 711 531	5%	-3 403 090
F.C.T.V.A.	9 624 379	10%	-1 915 499
DETTE RECUPERABLE	2 244	0%	-6 448
AUTRES RECETTES	7 032 218	8%	1 599 092
AUTOFINANCEMENT	8 810 104	9%	-13 057 821
AFFECTATION RESULTAT ANTERIEUR	64 524 878	68%	49 899 350
TOTAL	94 705 354	100%	33 115 584
<i>Opérations sous mandat</i>	<i>18 310 233</i>		<i>-12 289 767</i>
<i>Immobilisations financières (placement budgétaire)</i>	<i>45 000 000</i>		<i>45 000 000</i>
<i>Emprises foncières ZAC Amphithéâtre</i>			
TOTAL GENERAL	158 015 587		47 351 204



D/ Recettes de fonctionnement

	2010		variation 2009-2010
IMPOTS	49 967 038	32%	2 110 375
COMPENSATIONS FISCALES	4 951 990	3%	11 632
DOTATIONS DE L'ETAT	30 702 226	20%	-54 367
COMP. ET DOTATIONS INTERCO	33 028 148	21%	0
PDTS D'EXPLOITATION ET TAXES DIVERSES	36 380 803	24%	-11 928 249
TOTAL	155 030 205	100%	-9 860 610



IX - Recettes fiscales, compensations et dotations

Impôts locaux	49 967 038,00 €
Compensation à la taxe professionnelle	1 545 559,00 €
Compensation à la taxe d'habitation	2 282 622,00 €
Compensation pour le foncier bâti	431 781,00 €
Dotation nationale de péréquation	236 201,00 €
Fonds départemental de la taxe professionnelle	455 826,89 €
Politique départementale d'aménagement urbain	1 144 198,23 €
Dotation générale de décentralisation	583 871,00 €
Dotation globale de fonctionnement	29 102 969,00 €
Dotation spéciale au titre des instituteurs	36 504,00 €
Dotation de solidarité urbaine	4 801 753,00 €
Attribution de compensation	29 808 116,00 €
Dotation de solidarité communautaire	3 220 032,00 €
Impôt sur les spectacles	39 900,56 €
Taxe additionnelle aux droits de mutation	3 316 475,55 €
Taxe locale d'équipement	506 988,00 €
Fonds de compensation de la T.V.A.	9 624 378,95 €
Taxe sur l'électricité	555 042,00 €
Taxe de séjour	286 878,94 €

X - Les politiques municipales dans le domaine des Solidarités, de 2008 à 2010

Les politiques de Solidarités se rapportent principalement à l'action sociale, à la vie des quartiers et à l'éducation.

Ce regroupement, à partir des codes fonctionnels de la nomenclature comptable, est constitué des thématiques suivantes :

- *les affaires scolaires*
- *l'action sociale*
- *l'animation-jeunesse*
- *les manifestations culturelles et sportives*
- *les actions de démocratie participative et les mairies de quartier*
- *la santé et l'hygiène*
- *l'emploi, le logement et la politique de la ville*
- *les actions de cohésion sociale et la prise en compte des handicaps.*

Les différentes modalités de l'intervention municipale

Les dépenses en matière de Solidarités, réalisées par la Ville sur les trois premières années de mandat, sont présentées selon les différents moyens d'intervention :

- *en fonctionnement : les moyens en personnel affecté, les opérations en régie (faire en direct) et le subventionnement ou la délégation (encourager à faire, donner à faire) ;*
- *en investissement : les subventions d'équipement (pour l'investissement de partenaires), les travaux (sur le domaine communal), les acquisitions (en vue d'une affectation aux Solidarités) et les études (pour préparer l'investissement futur).*

Le levier d'investissement est un indicateur de performance de la municipalité, dans la recherche de financements institutionnels (des collectivités, de l'Etat ou de l'Union européenne). Le levier indique combien la Ville a investi au total, financement externe compris, pour un euro de financement sur son budget propre.

L'importance prépondérante des acteurs de proximité

De 2008 à 2010, les interventions de la Ville de Metz dans le domaine des Solidarités se montent à plus de 160 M€, dont près de 133 M€ en fonctionnement (en hausse de 12,2% en deux ans), et plus de 27 M€ en investissement. Le niveau exceptionnel de 2009, en raison de l'engagement dans le Plan de Relance (57 M€ contre 49 en 2008), a été quasiment maintenu en 2010, avec 54 M€.

Les politiques publiques de Solidarités reposent de manière prépondérante sur le subventionnement des actions, pour lequel la Ville est intervenue à hauteur de 60,3 M€ sur trois ans, soit 38% du total de son engagement. S'y ajoutent 6,7 M€ de subventions d'équipement (4% du total), principalement dans le cadre de la Politique de la Ville, avec une intervention concentrée sur 2009 (4,9 M€ pour l'année).

Les moyens en personnels ont été engagés de manière croissante sur la période, pour atteindre 19,5 M€ en 2010 (+ 14% par rapport à 2008), et représenter le second mode d'intervention (34% du total). On constate une hausse de la part des Solidarités dans les dépenses totales de personnel de la ville. Elle correspond à un redéploiement des personnels au service et au contact des Messins. Il s'agit principalement des missions affaires scolaires, avec la création du service d'action éducative et périscolaire, ainsi que le renforcement du personnel d'encadrement pour la restauration scolaire. La Politique de la Ville a accueilli des agents précédemment salariés du GIP-GPV. Par ailleurs, les missions de citoyenneté et de démocratie de proximité se sont réellement développées ces trois dernières années, avec la création d'un service spécifique, et le renforcement des équipes des mairies de quartier.

Les subventions et délégations, qui connaissent une progression moins marquée mais substantielle, restent le mode d'intervention privilégié. Par sa nature, il assure l'adéquation des offres aux besoins. La subvention au CCAS est stabilisée à un niveau élevé et le Centre a doublé ses prestations en nature. Ses propres subventions reversées et les prestations rendues en nature aux associations et organismes atteignent près de 4M€ ; les subventions de fonctionnement sont doublées pour le handicap, triplées pour l'aide sociale et l'insertion. Les subventions de la ville aux associations pour l'animation jeunesse et la vie étudiante connaissent, elles aussi, une progression sensible.

Par une réallocation de ses modes d'intervention et l'exposition de priorités claires, la municipalité rapproche ses politiques des préoccupations des Messins.

La volonté d'assurer des services performants aujourd'hui et dans l'avenir

Les autres charges générales et services en régie ont peu évolué (entre 5,5 et 5,9 M€ par an), mais totalisent néanmoins 11% des interventions de la période. Il s'agit principalement de prestations de services (nettoyage, restauration collective, transports) et de fournitures (scolaires, administratives).

En matière d'investissements, outre le subventionnement des équipements, 18,3 M€ de travaux et d'acquisitions ont été réalisées (11%), qui ont été accompagnés de 2,3 M€ d'études. L'essentiel des investissements intéressent les quartiers prioritaires dans le cadre de la Politique de la Ville (cette politique constituant la principale consommatrice d'études), mais également les écoles et la restauration scolaire, pour 1M€ chacun en 2010.

En orientant les crédits ANRU, en maintenant le volant d'études et de travaux et en soutenant le fonctionnement des services existants, la municipalité assure aux Messins un service public de qualité et sur le long terme. Ainsi, la ville réaffecte aux Solidarités davantage de personnels, maintient ses subventions à un niveau élevé, et poursuit le développement de ses équipements.

La recherche de financement externe : optimiser le levier

Le levier d'investissement témoigne de la faiblesse des financements institutionnels externes en 2008, mais d'une forte hausse en 2009 (effet Politique de la Ville), suivie d'une stabilisation en 2010 (de 1,30 en 2009 à 1,23 en 2010, tandis que cet indicateur se situe autour de 1,21 pour l'ensemble des politiques publiques cette dernière année).

En 2009, la Ville avait en effet bénéficié d'importantes participations du FEDER (1,46 M€ pour le développement urbain), et secondairement de l'Etat (170 k€ pour des actions de développement social urbain). En 2010, seuls les crédits de l'Etat fléchés « Politique de la Ville » prennent le relais, pour 1,11 M€.

	FONCTIONNEMENT				INVESTISSEMENT						TOTAL
Solidarités	moyens en personnel	subventions et délégations	charges générales et services en régie	<i>sous-total fonctionnement</i>	Subventions d'équipement versées	études et logiciels	acquisitions	immobilisation en cours : travaux	<i>sous-total investissement</i>	levier d'investissement	
2008	17 091 751	18 919 006	5 490 453	41 501 210	737 054	906 044	519 252	5 749 445	7 911 795	1,035	49 413 005
2009	18 602 812	20 302 505	5 933 567	44 838 884	4 896 720	1 085 193	616 746	5 696 824	12 295 483	1,297	57 134 367
2010	19 529 898	21 103 790	5 946 717	46 580 405	1 083 451	333 568	483 761	5 211 928	7 112 708	1,231	53 693 113
cumul 2008-2010	55 224 461	60 325 301	17 370 737	132 920 499	6 717 225	2 324 805	1 619 759	16 658 197	27 319 986		160 240 485
<i>évol. 2008-2010</i>	<i>14,3%</i>	<i>11,5%</i>	<i>8,3%</i>	<i>12,2%</i>							
part moyenne sur la période	34%	38%	11%		4%	1%	1%	10%			100%

COMPTE ADMINISTRATIF 2010**BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES EAUX**

Les mouvements comptables constatés à la clôture de l'exercice 2010 sont les suivants :

I - Mouvements réels

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	5 111 315,19 €	1 562 285,27 €	6 673 600,46 €
Dépenses	307 556,85 €	616 921,05 €	924 477,90 €
Soldes	4 803 758,34 €	945 364,22 €	5 749 122,56 €

II - Mouvements d'ordre

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	922 745,52 €	42 843,58 €	965 589,10 €
Dépenses	42 843,58 €	922 745,52 €	965 589,10 €
Soldes	879 901,94 €	-879 901,94 €	0,00 €

III - Total des mouvements budgétaires

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	6 034 060,71 €	1 605 128,85 €	7 639 189,56 €
Dépenses	350 400,43 €	1 539 666,57 €	1 890 067,00 €
Soldes	5 683 660,28 €	65 462,28 €	5 749 122,56 €

IV - Résultat de l'année 2009

Les résultats antérieurs enregistrés à la clôture de l'exercice 2009 chiffreraient :

- pour la section d'investissement :	4 968 155,20 €
- pour la section de fonctionnement :	205 381,59 €
	<hr/>
	5 173 536,79 €

V - Restes à réaliser (reports)

Les reports demandés par les services pour les dépenses engagées et des recettes à réaliser totalisent :

	Section d'investissement	Dépenses (Restes à payer)	Recettes (Restes à recouvrer)
13	Subventions d'investissement		1 557 068,64 €
23	Immobilisations en cours	6 563 562,96 €	
	Total	<hr/> 6 563 562,96 €	1 557 068,64 €

VI - Résultat net de l'exercice 2010 (mouvements réels)

Recettes	Investissement	Fonctionnement	Totaux
Mouvements réels 2010	143 159,99 €	1 356 903,68 €	1 500 063,67 €
Résultats antérieurs	4 968 155,20 €	205 381,59 €	5 173 536,79 €
Restes à recouvrer	1 557 068,64 €	-	1 557 068,64 €
Total	6 668 383,83 €	1 562 285,27 €	8 230 669,10 €

Dépenses	Investissement	Fonctionnement	Totaux
Mouvements réels 2010	307 556,85 €	616 921,05 €	924 477,90 €
Résultats antérieurs	-	-	-
Restes à payer	6 563 562,96 €	-	6 563 562,96 €
Total	6 871 119,81 €	616 921,05 €	7 488 040,86 €

SOLDES -202 735,98 € 945 364,22 € 742 628,24 €

COMPTE ADMINISTRATIF 2010**BUDGET ANNEXE DU SERVICE DU CAMPING**

Les mouvements comptables constatés à la clôture de l'exercice 2010 sont les suivants :

I - Mouvements réels

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	471 600,06 €	339 470,58 €	811 070,64 €
Dépenses	5 028,95 €	188 155,82 €	193 184,77 €
Soldes	466 571,11 €	151 314,76 €	617 885,87 €

II - Mouvements d'ordre

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	50 277,08 €	840,84 €	51 117,92 €
Dépenses	840,84 €	50 277,08 €	51 117,92 €
Soldes	49 436,24 €	-49 436,24 €	0,00 €

III - Total des mouvements budgétaires

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	521 877,14 €	340 311,42 €	862 188,56 €
Dépenses	5 869,79 €	238 432,90 €	244 302,69 €
Soldes	516 007,35 €	101 878,52 €	617 885,87 €

IV - Résultat de l'année 2009

Les résultats antérieurs enregistrés à la clôture de l'exercice 2009 chiffrèrent :

- pour la section d'investissement :	365 892,19 €
- pour la section de fonctionnement :	83 801,20 €
	<hr/>
	449 693,39 €

V - Restes à réaliser (reports)

Les reports demandés pour les dépenses engagées et des recettes à réaliser totalisent :

Section d'investissement	Dépenses (Restes à payer)	Recettes (Restes à recouvrer)
21 Immobilisations corporelles	470 547,13 €	
	<hr/>	
Total	470 547,13 €	

VI - Résultat net de l'exercice 2010 (mouvements réels)

Recettes	Investissement	Fonctionnement	Totaux
Mouvements réels 2010	105 707,87 €	255 669,38 €	361 377,25 €
Résultats antérieurs	365 892,19 €	83 801,20 €	449 693,39 €
Restes à recouvrer	-	-	-
Total	471 600,06 €	339 470,58 €	811 070,64 €

Dépenses	Investissement	Fonctionnement	Totaux
Mouvements réels 2010	5 028,95 €	188 155,82 €	193 184,77 €
Résultats antérieurs	-	-	-
Restes à payer	470 547,13 €	-	470 547,13 €
Total	475 576,08 €	188 155,82 €	663 731,90 €

SOLDES	-3 976,02 €	151 314,76 €	147 338,74 €
---------------	--------------------	---------------------	---------------------

COMPTE ADMINISTRATIF 2010**BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES ZONES**

Les mouvements comptables constatés à la clôture de l'exercice 2010 sont les suivants :

I – Mouvements réels

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	1 281 841,73 €	2 952 019,49 €	4 233 861,22 €
Dépenses	0,00 €	2 287 907,57 €	2 287 907,57 €
Soldes	1 281 841,73 €	664 111,92 €	1 945 953,65 €

II - Mouvements d'ordre

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	690 252,27 €	2 896 576,08 €	3 586 828,35 €
Dépenses	2 896 576,08 €	690 252,27 €	3 586 828,35 €
Soldes	-2 206 323,81 €	2 206 323,81 €	0,00 €

III - Total des mouvements budgétaires

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	1 972 094,00 €	5 848 595,57 €	7 820 689,57 €
Dépenses	2 896 576,08 €	2 978 159,84 €	5 874 735,92 €
Soldes	-924 482,08 €	2 870 435,73 €	1 945 953,65 €

IV - Résultat de l'année 2009

Les résultats antérieurs enregistrés à la clôture de l'exercice 2009 chiffreraient :

- pour la section d'investissement : 794 770,73 €

- pour la section de fonctionnement : 1 946 730,93 €

2 741 501,66 €

V - Restes à réaliser (reports)

Néant

VI - Résultat net de l'exercice 2010 (mouvements réels)

Recettes	Investissement	Fonctionnement	Totaux
Mouvements réels 2010	487 071,00 €	1 005 288,56 €	1 492 359,56 €
Résultats antérieurs	794 770,73 €	1 946 730,93 €	2 741 501,66 €
Restes à recouvrer	-	-	-
Total	1 281 841,73 €	2 952 019,49 €	4 233 861,22 €

Dépenses	Investissement	Fonctionnement	Totaux
Mouvements réels 2010	0,00 €	2 287 907,57 €	2 287 907,57 €
Résultats antérieurs	-	-	-
Restes à payer	-	-	-
Total	0,00 €	2 287 907,57 €	2 287 907,57 €

SOLDES 1 281 841,73 € 664 111,92 € 1 945 953,65 €

En conséquence, la délibération suivante est soumise à l’approbation du Conseil Municipal :

LE CONSEIL MUNICIPAL

Le Conseil Municipal, réuni sous la présidence de
Monsieur Richard LIOGER, Premier Adjoint au Maire
l'un de ses membres, désigné conformément aux dispositions de l'article 68 de la loi communale
du 6 juin 1895 modifiée délibérant sur le Compte Administratif de l'exercice 2010 dressé par
Monsieur Dominique GROS, Maire, après s'être fait présenter le Budget Primitif, le Budget
Supplémentaire et les décisions modificatives de l'exercice
considéré,

APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ

DECIDE :

- 1) lui donne acte de la présentation du Compte Administratif 2010, lequel peut se résumer ainsi :

BUDGET PRINCIPAL

SECTION D'INVESTISSEMENT		
	DEPENSES	RECETTES
Résultat reporté	42 697 893,81 €	
Opérations de l'exercice	110 044 609,19 €	158 015 586,53 €
Total d'investissement	152 742 503,00 €	158 015 586,53 €
Excédent d'investissement		5 273 083,53 €
 SECTION DE FONCTIONNEMENT		
	DEPENSES	RECETTES
Résultat reporté		1 973 100,59 €
Opérations de l'exercice	143 677 150,67 €	155 030 204,57 €
Total de fonctionnement	143 677 150,67 €	157 003 305,16 €
Excédent de fonctionnement		13 326 154,49 €
TOTAL	296 419 653,67 €	315 018 891,69 €
EXCEDENT BRUT		18 599 238,02 €
Restes à réaliser	49 033 596,34 €	33 427 166,55 €
TOTAL GENERAL	49 033 596,34 €	52 026 404,57 €
EXCEDENT NET		2 992 808,23 €

BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES EAUX

SECTION D'INVESTISSEMENT		
	DEPENSES	RECETTES
Résultat reporté		4 968 155,20 €
Opérations de l'exercice	350 400,43 €	1 065 905,51 €
Total d'investissement	350 400,43 €	6 034 060,71 €
Excédent d'investissement		5 683 660,28 €
 SECTION DE FONCTIONNEMENT		
	DEPENSES	RECETTES
Résultat reporté		205 381,59 €
Opérations de l'exercice	1 539 666,57 €	1 399 747,26 €
Total de fonctionnement	1 539 666,57 €	1 605 128,85 €
Excédent de fonctionnement		65 462,28 €
TOTAL	1 890 067,00 €	7 639 189,56 €
EXCEDENT BRUT		5 749 122,56 €
Restes à réaliser	6 563 562,96 €	1 557 068,64 €
TOTAL GENERAL	6 563 562,96 €	7 306 191,20 €
EXCEDENT NET		742 628,24 €

BUDGET ANNEXE DU SERVICE DU CAMPING

SECTION D'INVESTISSEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Résultat reporté		365 892,19 €
Opérations de l'exercice	5 869,79 €	155 984,95 €
Total d'investissement	5 869,79 €	521 877,14 €
Excédent d'investissement		516 007,35 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	DEPENSES	RECETTES
Résultat reporté		83 801,20 €
Opérations de l'exercice	238 432,90 €	256 510,22 €
Total de fonctionnement	238 432,90 €	340 311,42 €
Excédent de fonctionnement		101 878,52 €

TOTAL	244 302,69 €	862 188,56 €
--------------	---------------------	---------------------

EXCEDENT BRUT

		617 885,87 €
--	--	---------------------

Restes à réaliser	470 547,13 €	
-------------------	--------------	--

TOTAL GENERAL

	470 547,13 €	617 885,87 €
--	---------------------	---------------------

EXCEDENT NET

147 338,74 €

BUDGET ANNEXE DU SERVICE DES ZONES

SECTION D'INVESTISSEMENT		
	DEPENSES	RECETTES
Résultat reporté		794 770,73 €
Opérations de l'exercice	2 896 576,08 €	1 177 323,27 €
Total d'investissement	2 896 576,08 €	1 972 094,00 €
Déficit d'investissement		-924 482,08 €
SECTION DE FONCTIONNEMENT		
	DEPENSES	RECETTES
Résultat reporté		1 946 730,93 €
Opérations de l'exercice	2 978 159,84 €	3 901 864,64 €
Total de fonctionnement	2 978 159,84 €	5 848 595,57 €
Excédent de fonctionnement		2 870 435,73 €
TOTAL	5 874 735,92 €	7 820 689,57 €
EXCEDENT BRUT		1 945 953,65 €
Restes à réaliser	0,00 €	0,00 €
TOTAL GENERAL	0,00 €	1 945 953,65 €
EXCEDENT NET		1 945 953,65 €

2) Constate pour les quatre budgets les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, et aux crédits portés à titre budgétaire

aux différents comptes,

3) Reconnaît la sincérité des restes à réaliser,

4) Arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus.

Vu et présenté pour enrôlement,
Signé :

Pour le Maire,
Le Conseiller Délégué,

Jean-Michel TOULOUZE

Service à l'origine de la DCM : Service Finances

Commissions : Finances

Référence nomenclature «ACTES» : 7.1

Séance ouverte à 15h00 sous la Présidence de M. Dominique GROS, Maire de Metz,

Nombre de membres élus au Conseil Municipal : 55 dont 55 sont encore en fonction à la date de la délibération.

Membres assistant à la séance : 43

Absents : 12

Dont excusés : 12

Décision : ADOPTÉE

Pour : 35

Contre : 13 Abstention : 1